



Vie des sociétés



Sorogec
EXPERTISE COMPTABLE



ANTELIA
CONSEIL
JURIPARTNER
SOCIÉTÉ D'AVOCATS

IDEL 49

Société civile immobilière
Au capital de 6 000 euros
Siège social : 11, rue Louis-Gain
Résidence "Le Parc Bellefontaine"
49100 ANGERS
812 803 583 RCS Angers

LA BISIÈRE

Forme : Groupement agricole
d'exploitation en commun
Au capital de 20 400 euros
Siège social : La Bisière - Torfou
49660 SÈVREMOINE
325 676 468 RCS Angers

MODIFICATIONS

Aux termes d'une délibération en date du 17 mars 2022, l'assemblée générale extraordinaire des associés a pris acte de la démission de Mme Aline Geslin de ses fonctions de cogérante et a décidé de ne pas procéder à son remplacement. Modification sera faite au greffe du tribunal de commerce d'Angers.

*Pour avis
La Gérance.*

FRÈRES TOQUE

SAS au capital de 18 000 euros
Siège social : lieu dit rue Creuse
49460 CANTENAY-EPINARD
810 286 062 RCS Angers

AVIS


Le 30 mars 2022, les associés ont décidé de transférer le siège social au 8, place du Ralliement, 49100 Angers à compter du 12 avril 2021.
Mention au RCS de Angers.

AVIS DE CONSTITUTION


Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 2 mai 2022 à Beaupréau, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :
Forme : Sasu.
Dénomination sociale : Èvre Presse.
Capital : 15 000 euros.
Siège social : 21 Èvre et Loire, cellule n° 5, rue des Forges, Beaupréau, 49600 Beaupréau-en-Mauges.
Objet : dépositaire presse.
Durée : 99 ans.
Présidente : Mme Lucie Vieau, demeurant 2, rue du Joussein, La Salle-et-Chapelle-Aubry, 49110 Montrevault-sur-Èvre. La société sera immatriculée au Registre du commerce et des sociétés d'Angers.

*Pour avis
La Gérance.*

Avis administratifs



ANJOU BLEU COMMUNAUTÉ



ANJOU BLEU COMMUNAUTÉ

**Modification de droit commun n°1
du Plan local d'urbanisme
de Segré**

**AVIS D'ENQUÊTE
PUBLIQUE**

Par arrêté n° 2022-040 en date du 26 avril 2022, la vice-présidente en charge de l'urbanisme de la communauté de communes Anjou Bleu Communauté a ordonné l'ouverture d'une enquête publique portant sur le projet de modification de droit commun n° 1 du Plan local d'urbanisme de Segré, et a précisé les objectifs de la procédure envisagée. Le projet, sans effet notable sur l'environnement, n'est pas soumis à évaluation environnementale, conformément à la décision de la mission régionale d'autorité environnementale des Pays-de-la-Loire n° PDL-2022-5952 en date du 4 avril 2022. L'enquête est ouverte pour une durée de 31 jours consécutifs, du lundi 30 mai 2022 à 14 h 00, jusqu'au mercredi 29 juin 2022 à 17 h 00 inclus. M. Bernard Beaupère, inspecteur d'académie en retraite, a été désigné en qualité de commissaire enquêteur par décision n° 2022000065/49 du président du tribunal administratif de Nantes du 22 avril 2022, en vue de procéder à l'enquête publique. Pendant toute la durée de l'enquête, sauf les jours fériés et jours de fermeture exceptionnelle, le public pourra consulter le dossier d'enquête publique sur un support papier et présenter ses observations et propositions sur le registre ouvert à cet effet au siège de la communauté de communes Anjou Bleu Communauté situé Place du Port, Segré, 49501 Segré-en-Anjou-Bleu (du lundi au jeudi de 9 h 00 à 12 h 00 et de 14 h 00 à 17 h 00 ; le vendredi de 9 h 00 à 12 h 00 et 14 h 00 à 16 h 00). Pendant toute la durée de l'enquête, le public pourra consulter le dossier d'enquête publique sur le site internet de la communauté de communes Anjou Bleu Communauté (<https://www.anjoubleucommunauté.fr/enquetes-publiques-en-cours/>) et, pendant cette même durée sauf les jours fériés et jours de fermeture exceptionnelle, sur un poste informatique au siège de la communauté de communes Anjou Bleu Communauté aux adresses et horaires précitées. Pendant toute la durée de l'enquête, le public pourra adresser ses observations et propositions écrites au commissaire enquêteur : par voie postale au siège de l'enquête publique, à savoir le siège d'Anjou Bleu Communauté à l'adresse suivante : M. le Commissaire enquêteur - Projet de modification de droit commun n° 1 du PLU de Segré-Anjou Bleu Communauté, place du Port, BP 50148, Segré, 49501 Segré-en-Anjou-Bleu cedex - par courrier électronique à l'adresse suivante : enquete-publique@anjoubleucommunauté.fr Les observations et propositions écrites du public transmises par voie postale, par courrier électronique ou reçues par le commissaire enquêteur lors de ses permanences, seront consultables au siège de la communauté de communes Anjou Bleu Communauté et sur le site internet d'Anjou Bleu Communauté (<https://www.anjoubleucommunauté.fr/enquetes-publiques-en-cours/>). Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public pendant les 3 permanences suivantes :
- le lundi 30 mai 2022 de 14 h 00 à 17 h 00 au siège d'Anjou Bleu Communauté, place du Port, 49500 Segré-en-Anjou-Bleu ;
- le jeudi 16 juin 2022 de 9 h 00 à 12 h 00 au siège d'Anjou Bleu Communauté, place du Port, 49500 Segré-en-Anjou-Bleu ;
- le mercredi 29 juin 2022 de 14 h 00 à 17 h 00 au siège d'Anjou Bleu Communauté, place du Port, Segré, 49500 Segré-en-Anjou-Bleu. Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public et consultables, pendant une durée d'un an à compter de la clôture de l'enquête, au siège de la communauté de communes Anjou Bleu Communauté, à la mairie de Segré-en-Anjou-Bleu, et à la préfecture de Maine-et-Loire, aux jours et heures habituels d'ouverture au public, ainsi que sur le site internet de la communauté de communes Anjou Bleu Communauté (<https://www.anjoubleucommunauté.fr/enquetes-publiques-en-cours/>). À l'issue de l'enquête publique, le Conseil communautaire approuvera, par délibération, le projet, éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur.

**Modification de droit commun n°2
du Plan local d'urbanisme
de Sainte-Gemmes-d'Andigné**

**AVIS D'ENQUÊTE
PUBLIQUE**

Par arrêté n° 2022-039 en date du 26 avril 2022, la vice-présidente en charge de l'urbanisme de la communauté de communes Anjou Bleu Communauté a ordonné l'ouverture d'une enquête publique portant sur le projet de modification de droit commun n° 2 du Plan local d'urbanisme de Sainte-Gemmes-d'Andigné, et a précisé les objectifs de la procédure envisagée. Le projet, sans effet notable sur l'environnement, n'est pas soumis à évaluation environnementale, conformément à la décision de la mission régionale d'autorité environnementale des Pays-de-la-Loire n° PDL-2022-5951 en date du 4 avril 2022. L'enquête est ouverte pour une durée de 31 jours consécutifs, du lundi 30 mai 2022 à 14 h 00, jusqu'au mercredi 29 juin 2022 à 17 h 00 inclus. M. Bernard Beaupère, inspecteur d'académie en retraite, a été désigné en qualité de commissaire enquêteur par décision n° 2022000065/49 du président du tribunal administratif de Nantes du 22 avril 2022, en vue de procéder à l'enquête publique. Pendant toute la durée de l'enquête, sauf les jours fériés et jours de fermeture exceptionnelle, le public pourra consulter le dossier d'enquête publique sur un support papier et présenter ses observations et propositions sur le registre ouvert à cet effet au siège de la communauté de communes Anjou Bleu Communauté situé Place du Port, Segré, 49501 Segré-en-Anjou-Bleu (du lundi au jeudi de 9 h 00 à 12 h 00 et de 14 h 00 à 17 h 00 ; le vendredi de 9 h 00 à 12 h 00 et 14 h 00 à 16 h 00). Pendant toute la durée de l'enquête, le public pourra consulter le dossier d'enquête publique sur le site internet de la communauté de communes Anjou Bleu Communauté (<https://www.anjoubleucommunauté.fr/enquetes-publiques-en-cours/>) et, pendant cette même durée sauf les jours fériés et jours de fermeture exceptionnelle, sur un poste informatique au siège de la communauté de communes Anjou Bleu Communauté aux adresses et horaires précitées. Pendant toute la durée de l'enquête, le public pourra adresser ses observations et propositions écrites au commissaire enquêteur : par voie postale au siège de l'enquête publique, à savoir le siège d'Anjou Bleu Communauté à l'adresse suivante : M. le Commissaire enquêteur - Projet de modification de droit commun n° 2 du PLU de Sainte-Gemmes-d'Andigné - Anjou Bleu Communauté, place du Port, BP 50148, Segré, 49501 Segré-en-Anjou-Bleu cedex - par courrier électronique à l'adresse suivante : enquete-publique@anjoubleucommunauté.fr Les observations et propositions écrites du public transmises par voie postale, par courrier électronique ou reçues par le commissaire enquêteur lors de ses permanences, seront consultables au siège de la communauté de communes Anjou Bleu Communauté et sur le site internet d'Anjou Bleu Communauté (<https://www.anjoubleucommunauté.fr/enquetes-publiques-en-cours/>). Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public pendant les 3 permanences suivantes :
- le lundi 30 mai 2022 de 14 h 00 à 17 h 00 au siège d'Anjou Bleu Communauté, place du Port, 49500 Segré-en-Anjou-Bleu ;
- le jeudi 16 juin 2022 de 9 h 00 à 12 h 00 au siège d'Anjou Bleu Communauté, place du Port, 49500 Segré-en-Anjou-Bleu ;
- le mercredi 29 juin 2022 de 14 h 00 à 17 h 00 au siège d'Anjou Bleu Communauté, place du Port, Segré, 49500 Segré-en-Anjou-Bleu. Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public et consultables, pendant une durée d'un an à compter de la clôture de l'enquête, au siège de la communauté de communes Anjou Bleu Communauté, à la mairie de Segré-en-Anjou-Bleu, et à la préfecture de Maine-et-Loire, aux jours et heures habituels d'ouverture au public, ainsi que sur le site internet de la communauté de communes Anjou Bleu Communauté (<https://www.anjoubleucommunauté.fr/enquetes-publiques-en-cours/>). À l'issue de l'enquête publique, le Conseil communautaire approuvera, par délibération, le projet, éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur.



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**
*Liberté
Égalité
Fraternité*

**AVIS
D'ENQUÊTE PUBLIQUE**

Par arrêté préfectoral DIDD-BPEF-2022 n° 116 du 4 mai 2022, le projet d'aménagement de la ZAC des Trois Routes Ouest 2 à Chemillé-en-Anjou, présenté par Mauges Communauté, est soumis à une enquête publique en vue de la délivrance d'une autorisation environnementale au titre du volet «eau et milieux aquatiques» du Code de l'environnement. L'objectif du projet est de créer, sur une superficie de 15,6 ha, un pôle économique en extension de la zone d'activités des Trois Routes déjà existante afin de dynamiser la région et d'y développer toutes constructions à usage industriel ou artisanal. Le projet comprend la réalisation de voiries, parking, espaces verts, l'assainissement (eaux pluviales, eaux usées) et des réseaux divers (éclairage, téléphonie, eau...). Les travaux liés au rejet d'eaux pluviales sont soumis à autorisation environnementale au titre de l'article R.214-1 du Code de l'environnement. Toute information concernant le dossier peut être demandée auprès de M. le Président de Mauges Communauté (rue Robert-Schuman, 49602 Beaupréau-en-Mauges, tél. 02 41 71 77 10, mail : contact@maugescommunauté.fr). La décision de délivrer ou non l'autorisation environnementale est prise par arrêté du préfet de Maine-et-Loire. Mme Annick Collot, cadre de la Fonction publique retraitée, est désignée comme commissaire enquêteur. D'une durée de 33 jours consécutifs, l'enquête publique est ouverte du lundi 30 mai 2022 au vendredi 1er juillet 2022 inclus dans la mairie de Chemillé-en-Anjou (siège de l'enquête). Pendant l'enquête, le dossier qui comprend la demande d'autorisation environnementale, l'étude d'impact, l'avis de l'autorité environnementale et la réponse du maître d'ouvrage ainsi que les autres avis sur le projet peut être consulté : 1°) sur support «papier» à la mairie de Chemillé-en-Anjou, 5, rue de l'Arzillé, BP 39, Chemillé, 49120 Chemillé-en-Anjou (tél. 02 41 30 42 42) et ouverte au public du lundi au vendredi : 9 h 00 - 12 h 00 / 13 h 30 - 17 h 30 * Les horaires sont mentionnés à titre indicatif. Les modalités d'accès à la mairie et aux documents peuvent être adaptées par la collectivité dans le cadre de la crise sanitaire, éventuellement en lien avec le commissaire enquêteur (se renseigner au préalable auprès de la mairie), 2°) par voie dématérialisée : consultation et téléchargement à partir de : www.maine-et-loire.gouv.fr/rubrique-publiques-enquetes-publiques- 3°) par consultation à partir d'un poste informatique mis gratuitement à disposition du public en préfecture de Maine-et-Loire (Bureau des procédures environnementales et foncières, du lundi au vendredi 9 h 15 - 11 h 30 / 14 h 15 - 16 h 00) ainsi que dans la mairie susvisée sous réserve qu'elle dispose de moyens informatiques adaptés. Avant l'ouverture de l'enquête ou pendant celle-ci, toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier auprès de la préfecture de Maine-et-Loire (Bureau des procédures environnementales et foncières) aux jours et heures d'ouverture des bureaux au public. Le dossier est également consultable sur : <http://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr/avis-rendus-sur-projets-de-la-mrae-pays-de-la-793.html> Pendant l'enquête, le public peut consigner ses observations et propositions sur le registre d'enquête tenu à sa disposition en mairie de Chemillé-en-Anjou. Les observations et propositions écrites et orales du public sont également reçues par le commissaire enquêteur lors des permanences mentionnées ci-dessous. Les observations et propositions du public peuvent également être adressées au commissaire enquêteur : - par voie postale, à son attention personnelle, à la mairie de Chemillé-en-Anjou, - ou par courrier électronique à l'adresse : pref-enqpub-zac-3routesouest2@maine-et-loire.gouv.fr (le poids des pièces jointes ne peut excéder 3,5 MO). Les observations et propositions du public transmises par voie postale et les observations écrites reçues par le commissaire enquêteur lors des permanences sont consultables au siège de l'enquête. Les observations et propositions du public transmises par voie électronique sont consultables sur : www.maine-et-loire.gouv.fr/rubrique-publiques-enquetes-publiques- dans les meilleurs délais. Les observations et propositions du public sont communicables aux frais de la personne qui en fait la demande pendant la durée de l'enquête. Le commissaire enquêteur se tient à la disposition du public pour recevoir ses observations en mairie de Chemillé-en-Anjou :
- le lundi 30 mai 2022 de 9 h 00 à 12 h 00
- le mercredi 22 juin 2022 de 14 h 30 à 17 h 30,
- le vendredi 1er juillet 2022 de 14 h 30 à 17 h 30. Copies du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur seront tenues à disposition du public, pendant un an à compter de la clôture de l'enquête publique, en mairie de Chemillé-en-Anjou et en préfecture de Maine-et-Loire (Bureau des procédures environnementales et foncières) et publiées sur : www.maine-et-loire.gouv.fr/rubrique-publiques-enquetes-publiques- Le présent avis et le présent arrêté sont mis en ligne sur : www.maine-et-loire.gouv.fr

Chaque vendredi : Ouest-France et son TV Magazine



Le supplément TV Magazine Ouest est diffusé sur les départements 14, 22, 29, 35, 44, 49, 50, 53, 56, 61, 72, 85.

Logement

On ne doit pas suspendre le paiement du loyer

Un locataire qui avait cessé de payer sans autorisation a été condamné à payer non seulement les arriérés de loyers mais également des intérêts. Ce locataire s'était mis de plus dans de mauvais draps en cessant également de payer ses charges locatives sans autorisation judiciaire, ce qui lui a été reproché par les juges. Il n'a donc rien obtenu alors qu'il réclamait, pour sa défense, l'exécution de certains travaux. En mai 2013, la Cour de cassation observait que le locataire ne pouvait même pas consigner d'autorité ses loyers auprès d'un tiers car sans autorisation du juge, la consignation des loyers "ne vaut pas paiement". (Cass. Civ 3, 5.10.2017, A 16-19.614).

Faille Gérer son entreprise en déficit est un gros risque

Un dirigeant d'entreprise qui poursuit une exploitation déficitaire s'expose à de graves condamnations financières en cas de faillite. Ces condamnations n'ont pas à être proportionnées aux fautes commises dans la gestion, selon la Cour de cassation, et le dirigeant peut ainsi être condamné personnellement à combler intégralement le déficit. Un couple exploitant une entreprise avait été condamné à payer personnellement après la faillite. En défense, il faisait valoir que s'il avait commis des fautes de gestion en poursuivant notamment l'activité déficitaire qui augmentait le passif au lieu de déposer le bilan, il ne méritait pas la sanction infligée. La cour d'appel l'avait condamné à combler personnellement 70 % du passif. La Cour de cassation n'a pas voulu examiner les arguments selon lesquels la famille avait déjà vendu des biens pour payer, devait assumer la charge de deux jeunes enfants et n'avait pas les capacités suffisantes pour tout rembourser. Le code de commerce précise que tous les dirigeants de droit ou de fait d'une entreprise sont exposés à cette sanction. Cette condamnation suppose seulement une faute de gestion et non une simple négligence, ajoute la loi. (Cass. Com, 9.5.2018, K 16-26.684).

Notre territoire

UN SERVICE 100 % GRATUIT

NOTRE-TERRITOIRE.COM

SOYEZ LE 1^{ER} INFORMÉ DES PROJETS D'AMÉNAGEMENT PRÈS DE CHEZ VOUS OU N'IMPORTE OÙ EN FRANCE !



Le site qui rassemble tous les avis d'enquêtes publiques.

Notre publication adhère à

ARPP

dont elle suit les recommandations

Les remarques concernant une publicité parue dans notre publication sont à adresser au

ARPP
autorité de Régulation professionnelle de la publicité
23 rue Auguste Vacquerie
75116 Paris
www.arpp-pub.org

Les remarques concernant les petites annonces classées sont à adresser directement au journal

Société Après le divorce, il faut rester correct

Après une séparation ou un divorce, le parent qui ne se conduit pas correctement vis-à-vis de l'autre peut se voir priver de la garde de l'enfant. La Cour de cassation juge ainsi en invoquant "l'intérêt supérieur de l'enfant". Pour décider des modalités d'exercice de l'autorité parentale, dit-elle, "le juge prend en considération notamment l'aptitude de chacun des parents à assumer ses devoirs et à respecter les droits de l'autre". Et ne pas respecter les droits de l'autre parent est contraire à l'intérêt de l'enfant surtout si cela aboutit à une rupture des liens entre eux. (Cass. Civ 1, 29.11.2017, E 17-24.015).